

Promouvoir le tourisme durable dans les Outre-mer

Déclaration du groupe de la Coopération

Pour nombre de métropolitains, les Outre-mer sont associés aux vacances, donc, au tourisme. Or, la réalité des chiffres est toute autre : en effet, même si les statistiques viennent à manquer, il semble que le tourisme dans les Outre-mer représente une part du PIB local moins importante que le tourisme en France hexagonale.

Il y a donc un paradoxe : le tourisme en Outre-mer n'a pas le poids économique attendu et il est loin de produire tous les effets qu'il devrait en termes de retombées sur l'emploi local. De plus, il est inquiétant de voir croître la concurrence de pays proches des Outre-mer ; apparemment ceux-ci semblent mieux répondre aux attentes actuelles des touristes internationaux.

Dans un contexte économique et social ultramarin souvent complexe, il est urgent de redresser le secteur du tourisme, qui devrait générer bien plus d'opportunités qu'actuellement. Les atouts sont nombreux, mais les défis également : d'un côté, les ressources naturelles, avec les récifs coralliens, la faune et flore endémiques ; la biodiversité, la gastronomie locale ; de l'autre côté, le manque de formation, le vieillissement des infrastructures, la désuétude du modèle touristique proposé et les risques liés aux changements climatiques.

L'avis exposé invite donc à revoir le paradigme du tourisme Outre-mer, à diversifier l'offre existante, à tendre vers davantage d'authenticité, à valoriser les produits du terroir, l'artisanat, les énergies renouvelables, à impliquer les parties prenantes : populations locales, acteurs économiques, société civile et État. Ceci pour un secteur touristique plus ouvert aux populations et aux cultures, plus respectueux des ressources.

Le groupe de la coopération souhaite remercier la rapporteure pour la qualité du rapport et de l'avis qui ont été présentés. Les Outre-mer - au pluriel donc - sont diverses, et il n'était pas facile de dégager des préconisations sur le tourisme durable susceptibles de répondre à des situations aussi différentes en fonction des territoires.

Au-delà des préconisations autour des réunions interministérielles, des labellisations des initiatives durables, de l'investissement dans des outils statistiques plus performants, le groupe de la coopération voudrait souligner que ce chemin vers le tourisme durable sera

long. Le sujet est crucial et il nécessite d'avoir une vision de long terme, et d'avoir les moyens de développer cette politique, via des modes de financement adaptés et accessibles.

Le groupe de la coopération a voté l'avis.